

Conférences « L'eau dans nos territoires »
Questionnements

Thématique « partage de la ressource »	2
Thématique « réduction des pollutions »	3
Thématique « gouvernance »	6
Thématique « financement – prix de l'eau ».....	7
Thématique « gestion des risques sécheresse / inondation » : sécheresse.....	9
Thématique « gestion des risques sécheresse / inondation » : inondations.....	10
Thématique « accompagnement des collectivités compétentes »	12
Thématique « mobilisation du grand public ».....	13

Thématique « partage de la ressource »

1-Méthode

- Comment mieux évaluer la ressource disponible pour mieux la gérer et anticiper les futurs besoins ?
- Comment assurer la connaissance des prélèvements, nécessaire à un bon partage de la ressource ?
- Quelles bonnes pratiques mettre en place pour résoudre les conflits d'usages ?
- Comment renforcer le processus d'évaluation et d'application des volumes prélevables, prévu à ce jour par le code de l'environnement ?
- Pour éviter les tensions, comment préciser des priorités d'usages entre filières économiques, et au sein des filières ?
- Faut-il ajuster les tarifs et redevances en fonction des priorités des usages ?

2-Actions

- Comment prévenir les conflits d'usages dans le contexte du changement climatique qui entrainera une tension sur la ressource et la dégradation de la qualité de l'eau ?
- Comment adapter les prélèvements des filières économiques à la disponibilité en eau ?
- Comment garantir une équité d'accès à l'eau entre usagers en fonction des priorités, et donc au sein d'une même filière économique ?
- Comment intégrer la disponibilité à long terme en eau et la variabilité des épisodes climatiques dans les documents d'urbanisme et dans les décisions d'aménagement du territoire ?
- Comment concilier stockage et équilibre de la ressource face aux déficits de précipitations et à l'augmentation de la demande évaporative ?
- Comment intégrer la restauration des milieux dans les politiques de gestion quantitative de l'eau, afin de sécuriser la qualité et la disponibilité de la ressource à moyen et long terme ?
- Comment éviter les situations de crises (arrêtés sécheresses niveaux crises) ?

3-Gouvernance

- Comment rendre plus opérationnels les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et les projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) ?
- Comment renforcer l'implication des acteurs et du grand public dans les instances de dialogue locales des PTGE et SAGE ?
- Dans quelle mesure les solidarités amont/aval, aval/amont et inter-territoires seraient-elles à renforcer ?

4-Accès à la connaissance

- Comment favoriser l'adoption de pratiques favorables à l'eau, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif (exemple : ZAN, filières BNI) ?
- Comment accompagner les changements de pratiques pour réduire les usages ?
- Comment renforcer l'acquisition et l'intégration des données dans notre système numérique sur l'eau (SIEau) pour accompagner les acteurs dans les démarches territoriales ?

Thématique « réduction des pollutions »

La stratégie de réduction des pollutions des ressources hydriques s'appréhende :

- Dans ces deux grandes familles de pollution que sont les dégradations biologiques et les dégradations chimiques (métaux lourds, MBT, Nitrate, PFAS, Pesticides, autres) des masses d'eaux définies par le cadre législatif et réglementaire (Reach, Directive EDCH, Directive DERU, Directive cadre sur l'eau) ;
- Dans ces deux typologies que sont les pollutions diffuses et les pollutions ponctuelles, (déversement accidentel) actuellement traitées dans le cadre de la mise en œuvre des DUP de délimitation des périmètres de protection de captages (86 % de captages en France bénéficient d'une DUP) ;
- Dans ses deux dimensions préventive (réduction des intrants) et curative (traitement des pollutions avant retour au milieu naturel) ;
- Dans ses deux cycles : le grand cycle (masse d'eau superficielle et souterraine) et petit cycle de l'eau (Point de captage, réseau, station d'épuration).

En tenant compte des impacts liés au changement climatique avec ses corollaires (mouvements de populations y compris saisonniers, changements de pratiques agricoles et d'occupation des sols, diminution des soutiens d'étiage, besoins de stockages...)

Etat des lieux des pollutions identifiées à l'échelle de votre bassin :

1-Points de captage

- Quel bilan dressez-vous de la politique de protection des captages prioritaires (en particulier sur les dispositifs d'accompagnement préventif et curatif des luttes contre les pollutions sur les captages prioritaires) ?
- Pour lutter plus efficacement de manière préventive contre les pollutions hydriques (pour tendre vers le « zéro captage prioritaire » d'ici 2040)
 - Quelles évolutions législatives ou de la réglementation préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français identifiez-vous ?
 - Quelles évolutions fiscales et financières préconiser vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français, identifiez-vous ?
- Quelles évolutions de la gouvernance préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français identifiez-vous ?
- Avez-vous envisagé vos capacités à assurer le traitement des eaux (et plus particulièrement la potabilisation) si le pays devait se trouver en situation générale de forte crise ou de conflit ?
- Quelles solutions pour garantir un approvisionnement considérant la dépendance nationale à l'importation de certains réactifs et de charbon actif ?

2- Station d'épuration

- Combien de station d'épuration urbaine (et %) sont en dépassement de VL ? Combien de STEU pourraient être en dépassement de VL dans les 10 prochaines années au regard de l'évolution de la réglementation ?
- Comment se répartissent les principales familles de pollutions concernées (biologique, chimique, bactériologique) ? Avec quelle répartition entre pollution diffuse et pollution ponctuelle ?

- Quel bilan dressez-vous des dispositifs d'accompagnement préventif et curatif des luttes contre les pollutions sur les STEU ?
- Pour lutter plus efficacement de manière préventive et curative contre les pollutions hydriques (pour tendre vers le « zéro STEU hors norme » d'ici 2040),
 - Quelles évolutions législatives ou réglementaires préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français identifiez-vous ?
 - Quelles évolutions fiscales et financières préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français identifiez-vous ?
 - Quelles évolutions de la gouvernance préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français identifiez-vous ?

3-Sites industriels

- Combien de sites industriels sont en dépassement de VL ? Combien de STEU pourraient être en dépassement de VL dans les 10 prochaines années au regard de l'évolution de la réglementation ?
- Comment se répartissent les principales familles de pollutions concernées (biologique, chimique, bactériologique) ? Avec quelle répartition entre pollution diffuse et pollution ponctuelle ?
- Quel bilan dressez-vous des dispositifs d'accompagnement des luttes contre les pollutions sur les sites industriels ?
- Pour lutter plus efficacement contre les pollutions hydriques (pour tendre vers le « zéro sites industriels hors norme » d'ici 2040),
 - Quelles évolutions de la réglementation préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français, identifiez-vous ?
 - Quelles évolutions fiscales et financières préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français, identifiez-vous ?
 - Quelles évolutions de la gouvernance préconisez-vous ? Quelles conditions de faisabilité et d'acceptation par les Français, identifiez-vous ?

4-Agriculture

- Comment mieux mobiliser, articuler et massifier les leviers d'adaptation des pratiques agricoles et de changement de système pour lutter contre les pollutions diffuses ?

5-Eco-Conception, mise sur le marché et connaissance des pollutions

- Considérez-vous que les conditions de mise sur le marché de nouveaux produits ou de restriction voire d'interdiction de mise sur le marché de certains produits sont en cohérence avec la stratégie nationale de limitation et de réduction des pollutions ?
- Pensez-vous que les connaissances actuelles sur les principales pollutions de l'eau et leurs effets sur la santé et l'environnement sont assez fiables et complètes pour établir des lois et des règles adaptées à ces enjeux ?

6-Coûts, financement et mobilisation au changement des acteurs

- Considérez-vous que le coût global du financement d'une politique efficace de lutte préventive et de traitement curatif contre les pollutions soit suffisamment ou insuffisamment évalué ? suffisamment ou insuffisamment financé dans les dispositifs d'accompagnement actuels ?
- Considérez-vous que la forme actuelle des redevances de pollutions soit juste et efficace pour mener à bien une politique de résorption des pollutions hydriques ?

- Considérez-vous que le coût de cette stratégie doit être en priorité financé par les metteurs sur le marché du produit à l'origine de la pollution, son utilisateur, les usagers de l'eau, ou par la puissance publique (Etat, collectivité) via les contribuables en matière d'acceptabilité sociale et sociétale ? En matière de capacité de mobilisation financière ? En matière de modifications des pratiques et des comportements ?

Thématique « gouvernance »

1-Organisation

- Comment créer les conditions du dialogue territorial pour partager une vision commune, définir un intérêt commun à agir et envisager un projet de gestion de l'eau adapté aux enjeux ? Comment accompagner les élus et partenaires dans cette démarche (rôle du préfet coordonnateur de bassin ? financement d'une médiation via l'agence de l'eau ?) ?
- Quels sont les besoins identifiés en matière institutionnelle pour que le cadre s'adapte aux enjeux territoriaux ? Quelle « boîte à outils » pourrait être encouragée ? Le cadre institutionnel est-il suffisant aujourd'hui ?
- Quelle(s) organisation(s) territoriale(s) serait (aient) la (les) plus à même de gérer l'eau sur la base d'une vision partagée, d'un intérêt à agir et d'un projet commun tout en permettant une gestion optimale afin de :
 - Garantir l'approvisionnement et la distribution d'eau potable, notamment en cas de sécheresse ?
 - Contribuer à une meilleure articulation entre la gestion du grand cycle de l'eau et celle du petit cycle de l'eau ?
 - Permettre la mise en place de solidarités amont/aval ?

2-Actions

- Quels sont les freins éventuels à l'exercice des compétences actuelles et comment les lever ?
- Quels outils complémentaires sont nécessaires pour l'exercice de ces compétences par les collectivités ?
- Comment optimiser les ressources financières pour favoriser les programmes d'actions et l'investissement en matière d'eau ?
- Quelles évolutions permettraient de déployer les projets d'intérêt de bassin versant, portés par les EPTB et les EPAGE, ou de créer de nouveaux EPTB et EPAGE le cas échéant, tant en termes d'organisation, de statut et de missions, que de mode de financement ?
- Comment conforter et encourager la planification de la politique de l'eau ? (SDAGE, SAGE, PTGE, comités de bassin, commissions locales de l'eau, SCOT, PLU, SRADDET)
- Comment renforcer la concertation à l'échelle locale / comment faciliter la mise en place de CLE ?
- Faut-il faire évoluer les modes d'accompagnement et les moyens des structures compétentes (animation, concertation, conseil, ingénierie, soutiens financiers, maîtrise d'œuvre, subventions, fiscalité) ?

3-Acceptabilité

- Comment améliorer l'acceptabilité des dispositions des documents de planification sur le territoire (pour éviter la remise en cause des dispositions du SDAGE et des SAGE notamment) ?

Thématique « financement – prix de l’eau »

1-Principes et gouvernance

- Comment réaffirmer à l’échelle du bassin les principes structurants de la politique de l’eau (pollueur-payeur, préleveur-payeur, solidarité de bassin) dans le financement de la politique de l’eau (redevances, tarif/prix de l’eau, paiement pour services environnementaux, etc.) ?
- Dans quelle mesure les solidarités interterritoriales (amont/aval, urbain/rural, etc.) devraient-elles être renforcées et de quelle manière ?

2-Tarifification et signal prix

- Quelle place pour le signal prix dans l’orientation des comportements (notamment sobriété, pollution) ?
 - Comment faire évoluer le prix de l’eau et les redevances pour refléter les impacts environnementaux (quantitatifs et qualitatifs) des usages de l’eau ?
 - Quels acteurs (usagers domestiques, agriculteurs, producteurs de matières polluantes, industriels) de votre territoire devraient contribuer au coût de la dépollution, et par l’intermédiaire de quels instruments économiques (prix de l’assainissement, éco contribution, etc.) ?
 - Comment adapter les redevances prélèvement et pollutions aux enjeux émergents (changement climatique, pollution des milieux, etc.) dans votre territoire : en fonction de la saisonnalité ? en modulant selon les usages ? en rehaussement des taux planchers ?
- Comment rendre lisible et équitable la répartition des contributions ?
- Comment accompagner et assurer l’acceptabilité des hausses du prix de l’eau et de l’assainissement pour les différents usages (agriculture, industrie, usages domestiques, etc.) ?

3-Financement du petit et du grand cycle de l’eau

- Quels sont les besoins d’investissements dans votre territoire et en particulier, quels sont les besoins supplémentaires sur les différents postes (dépollution, modernisation des réseaux, infiltration des eaux pluviales, restauration des masses d’eau) ?
- Comment prioriser les investissements nécessaires dans votre territoire (approvisionnement, réseaux, épuration, adaptation au changement climatique et solutions fondées sur la nature) ?
- Comment favoriser le financement des actions préventives, moins coûteuses, plutôt que curatives ?
- Comment organiser un partage équitable et soutenable des coûts de l’eau entre les différents acteurs et territoires ?
 - Quelle articulation entre acteurs publics et privés pour cofinancer les investissements nécessaires ?
 - Faut-il faire évoluer les instruments du financement de l’eau (redevance, tarif de l’eau, etc.) ?
 - Comment répartir équitablement la charge financière entre les usagers, les filières économiques, les territoires ?
- Quels pourraient être les instruments économiques à mettre en place pour financer le grand cycle de l’eau pour répondre aux besoins croissants d’entretien, de restauration

et d'adaptation des milieux aquatiques, tout en valorisant les services rendus par les écosystèmes ?

- Quels sont les obstacles à un développement plus massif des solutions fondées sur la nature sur votre territoire ? Quels outils mettre en place pour accélérer leur adoption ?
- Comment le modèle de contractualisation des services d'eau potable peut-il évoluer pour mieux intégrer les enjeux quantitatifs (par exemple : indicateurs de performance sur le rendement du réseau, l'efficacité énergétique, taux de REUT) ?

4-Accès à la connaissance

- Comment améliorer l'évaluation des besoins d'investissement pour le grand cycle de l'eau ?
- Comment évaluer les coûts évités grâce aux actions de prévention et de restauration écologique ?

Thématique « gestion des risques sécheresse / inondation » : sécheresse

1-Connaissance

- Les acteurs ont-ils une bonne connaissance de l'exposition et de la vulnérabilité du territoire et de leurs activités économiques au risque sécheresse ? des phénomènes d'intermittence ?
- Quels sont les événements de sécheresse qui ont marqué le territoire ?

2-Acceptabilité

- Quelles sont les bonnes et les mauvaises pratiques en période de sécheresse sur votre territoire ?
- Dans quelle mesure faut-il encadrer les prélèvements d'eau en période de sécheresse ?
- Les seuils des niveaux de gravité de sécheresse sont-ils adaptés aux usages et aux milieux ?
- Comment rendre plus acceptables les restrictions temporaires des usages de l'eau en cas de sécheresse ?

3-Actions

- Comment réduire la vulnérabilité des activités à la sécheresse sur votre territoire ?
- Comment sécuriser l'accès aux usages prioritaires en cas de sécheresse ?
- Comment accélérer le déploiement des solutions (d'adaptation) fondées sur la nature ? Comment remobiliser les plans d'eau de surface existants lors des périodes de sécheresse ? Comment mobiliser d'autres leviers inexploités à ce jour ?

4-Gouvernance

- En période de sécheresse, comment renforcer la solidarité interbassins ? inter-usage ?
- Dans quelle mesure faudrait-il faire évoluer les compétences liées au ruissellement et au soutien à l'étiage pour les collectivités ?
- Quel est le rôle de la police de l'eau, et comment l'améliorer ?

5-Communication

- Quelles actions de communication spécifiques votre territoire a-t-il mis en place ? Quelles actions devrait-il mettre en place ?

6-Perspectives

- Comment parvenir à une meilleure anticipation du risque sécheresse ? à moyen terme (cf. prévisions) et long terme (cf. projections).
- De quels outils votre territoire a-t-il besoin pour mieux appréhender le risque sécheresse ?

Thématique « gestion des risques sécheresse / inondation » : inondations

1-Connaissance

- Les acteurs disposent-ils d'une cartographie actualisée des zones inondables et d'une évaluation de la vulnérabilité des enjeux (populations, infrastructures, économie) ? S'ils disposent de cette cartographie actualisée, comment est-elle partagée ?
- La connaissance des phénomènes de ruissellement sur le territoire et des crues soudaines et de leur évolution avec le changement climatique est-elle suffisante et partagée ? Quels besoins d'investissement, de mutualisation ou d'espace de dialogue sur la connaissance du phénomène inondation identifiez-vous sur votre territoire pour faire face à l'accroissement des risques d'inondations ? Avez-vous l'intention d'investir dans la cartographie des phénomènes d'inondation ?
- La vulnérabilité du territoire aux inondations est-elle discutée et prise en compte dans le cadre des projets de territoire et des documents de planification ?

2-Acceptabilité

- Dans les secteurs où le porteur de PAPI a choisi de privilégier une réduction de vulnérabilité « individuelle » plutôt qu'une protection collective (type système d'endiguement), constatez-vous des oppositions de la part des habitants qui réclameraient une protection collective ? Comment organisez-vous le dialogue lorsqu'une protection collective n'est pas en mesure d'éviter l'inondation au-dessus de la décennale ?
- Quels leviers peuvent améliorer l'acceptabilité des mesures de prévention, notamment celles ayant un impact sur l'usage du sol / activités économiques ?
- Avez-vous identifié des logements, activités économiques, équipements, points vitaux, en zone fortement inondable ou menacés par le ruissellement, qu'il faudrait déplacer ou adapter par un projet de rénovation urbaine ? Quels sont les freins que vous avez identifiés ? Quels seraient les leviers ?
- Comment renforcer l'appropriation des outils de gestion et d'information du risque (PAPI, PPRI, SLGRI, PGRI, PCS, DICRIM) par les habitants et les élus ?
- Quels freins et leviers identifiez-vous pour une meilleure collaboration entre les géomètres et le secteur agricole en vue de limiter les phénomènes de ruissellement liés à l'usage des sols et l'érosion de ces derniers ?

3-Actions

- Les dispositifs comme les PAPI sont-ils bien utilisés et suffisamment déployés ?
- Les SFN trouvent-elles leur place dans vos stratégies locales ? Quelles solutions avez-vous mises en place ou envisagées sur votre territoire, et avec quels freins ou leviers ? Comment encourager la mobilisation de SFN ?
- Comment s'assurer de la prise en compte du risque d'inondation dans les opérations d'aménagement afin de réduire la vulnérabilité d'un quartier ? Votre projet de territoire comporte-t-il un axe « mise en résilience » et un axe « adaptation au changement climatique » ? Avez-vous connaissance des nouvelles possibilités offertes par les PPRI post-décret 2019 ? Eventuellement de la charte des quartiers résilients mise en place en Ile-de-France ? D'autres bonnes pratiques ? Dans le contexte du changement climatique, quel avenir pour les ouvrages collectifs de protection contre les inondations : faut-il selon

vous les renforcer ou trouver des alternatives ? Si oui lesquelles seraient à étudier ? Quels sont les freins à leur mobilisation et comment mieux les mobiliser ?

- Avez-vous anticipé les prochaines inondations graves qui vont toucher votre territoire et si oui, comment ? Quelle mise en résilience ? Les rôles des acteurs du relèvement sont-ils connus pour une bonne coordination après la crise ?

4-Gouvernance

- Quel état des lieux de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI ? Comment les collectivités se sont-elles structurées ? Quel est le partage des rôles aujourd'hui ? Des évolutions sont-elles nécessaires ? Comment ?
- Dans quelle mesure les solidarités amont/aval et inter-territoires seraient-elles à renforcer ? Et comment ?
- Comment améliorer la coordination entre acteurs pour faire le lien entre gestion de la ressource (quantité, qualité, maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols), sécheresse et prévention des inondations ?
- Comment les acteurs du territoire se sont-ils organisés pour coordonner et financer les actions de prévention des inondations par ruissellement ; les actions de maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ? Quels outils complémentaires ou quelles évolutions des outils existants pourraient être utiles ?

5-Communication

- Quelles actions de communication ont été mises en place pour sensibiliser au risque d'inondation ? Qui s'en charge ? Quelle collaboration avec les services locaux de l'Etat ? Quelles sont celles qui pourraient être adaptées à n'importe quel territoire ?

6-Perspectives

- De quels outils votre territoire a besoin pour mettre en place une stratégie locale de prévention des inondations, dans un contexte de changement climatique ?
- Les solutions de réduction de vulnérabilité « individuelle » sont-elles connues par la population et les filières professionnelles du bâtiment et de l'expertise en assurance ? Quels sont les freins à leur mobilisation ?
- Quels outils (modélisation, systèmes d'alerte, prospective, études, ...) sont nécessaires pour renforcer la résilience des territoires ?
- Quels espaces de dialogue et quelle animation territoriale seraient souhaitables pour faire avancer réellement et efficacement la réduction de vulnérabilité des territoires ?
- Quelle place donner aux retours d'expérience post-crue dans l'élaboration des politiques locales de prévention et de planification de l'aménagement des territoires ? Avez-vous été confronté récemment à une inondation ? Comment s'est passé le relèvement du territoire ? Y a-t-il eu réparation à l'identique ou adaptation pour moins subir à la prochaine inondation ?

Thématique « accompagnement des collectivités compétentes »

1-S'identifier

- Collectivité porteuse de la compétence eau potable et/ou assainissement
- Collectivité porteuse de la compétence GEPU
- Collectivité porteuse de la compétences Gemapi
- Collectivité ayant délégué une ou plusieurs de ces compétences
- Autre collectivité
- Entreprise privée
- Autre

2-Un accompagnement sur quoi/pourquoi ?

- Quels freins rencontrent les collectivités dans l'exercice de leurs compétences sur le petit cycle (eau potable, assainissement, gestion des eaux pluviales urbaines) et le grand cycle de l'eau (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) ?

Nature de frein :

- Financier
- Ingénierie-compétence
- Formation
- Autres (précisez)

3-Un accompagnement pour qui ?

- Comment aider toutes les collectivités à se saisir/s'emparer de leur(s) compétence(s) eau ? Comment réduire l'écart de maturité entre collectivités sans délaissier celles qui font ?
- Comment structurer et articuler les différents modèles de gouvernance (syndicats mixtes, EPTB, EPAGE, SAR, ...) et les financements associés ?

4-Un accompagnement comment ?

- Quels sont les besoins (en connaissances, ressources, formation, sensibilisation, outillage, inspirations, échanges, ingénierie), identifiés par les collectivités sur votre territoire pour la planification et la réalisation des investissements dans le champ de leurs compétences ?
- A l'aune de la mise en place de nouvelles équipes municipales, quel parcours pourrait être mis en place pour leur faire prendre conscience rapidement de tous les enjeux à adresser et les solutions disponibles sur leur territoire ?

5-Exemples de réussites

- Exemple de solution d'accès à l'ingénierie sur votre territoire ?
- Exemple de solution d'accès à des offres de formation ?
- Exemple de solution d'accès à des offres de financement ?
- Exemple de solution d'accès à l'innovation ? (ex : pour adresser l'enjeu d'amélioration du rendement des réseaux d'eau potable et d'assainissement ou encore celui d'articulation des investissements « eau » de la collectivité avec les autres travaux de voirie)
- Avez-vous notamment connaissance d'aquagir.fr ? Le cas échéant, quel retour d'expérience pouvez-vous en faire ?

Thématique « mobilisation du grand public »

Comment accroître la mobilisation du grand public sur le sujet de l'eau ? Communication / Sensibilisation / Implication / Appropriation des enjeux / Changement de comportements.

Ce questionnaire accompagne les Conférences territoriales sur l'eau en proposant des questionnements qui permettront de guider les échanges. Il est construit en trois parties qui permettent de :

- S'interroger sur sa stratégie de mobilisation : quels sont les objectifs recherchés et les acteurs à cibler, à quel moment ?
- Faire l'état des lieux de l'existant vis-à-vis de ces objectifs
- Identifier les pistes d'action et les perspectives d'évolution en regard de l'existant, pour atteindre les objectifs visés.

Les quatre premières questions sont proposées de manière systématique et dans tous les cas de figure. Les questions suivantes sont à utiliser et adapter au contexte de chaque bassin.

L'objectif recherché est d'inciter à la prise de recul sur les habitudes actuelles, d'ouvrir la réflexion aux champs encore non explorés et d'identifier comment aller plus loin ou résoudre les freins actuels. Les acteurs des conférences peuvent s'appropriier ces questions et les adapter au besoin à leur contexte propre.

Le questionnement proposé peut-être appliqué de manière générale au dispositif de gouvernance des politiques de l'eau sur le territoire, et/ou de manière spécifique à chaque axe thématique des conférences.

1-Objectifs de l'information, consultation et mobilisation du grand public

- Pourquoi cherche-t-on à mobiliser le grand public ? sur quels enjeux/sujets précisément ? quels sont les comportements, pratiques et modes de vie à changer/inciter/maintenir ?
- Que / sur quoi le grand public doit-il :
 - connaître ? → information
 - s'approprier ? → éducation active
 - prendre part à la prise de décision ? → consultation / concertation
 - agir ? → mobilisation
- Au regard de ces objectifs, quelles sont les cibles visées ?
 - Tranches d'âge
 - Types d'usages de l'eau
 - Cadre de vie
 - Profils socio-économiques
 - Activités professionnelles
 - Comportements ou pratiques spécifiques à changer
 - Lieu de vie (région)
- A quel(s) moment(s) de la construction et mise en œuvre des politiques de l'eau faut-il : informer/éduquer, consulter, mobiliser ? Lesquels prioriser ? (état des lieux, SDAGE, PDM, SAGE, Etude volume prélevable, PTGE, PGSSE, rapport sur le prix et la qualité du service...)

- Pour chacun d'eux, quels seraient les éléments clefs à faire figurer dans un document à destination du grand public ?

2-Etat des lieux de l'existant

- Quel est l'existant en matière d'information/éducation/consultation/mobilisation du public (à l'échelle du bassin ou *infra*) ?
- Comment cette thématique est-elle intégrée aux documents de planification actuels (SDAGE, SAGE, programme d'aide des agences de l'eau, contrats de territoire, politiques locales sur l'eau...) ?
- Les publics visés sont-ils touchés ? Dans quelle mesure cette information est-elle spécifique au cadre de vie direct des publics visés ?
- Des actions d'éducation permettant l'appropriation des enjeux par le grand public sont-elles mises en place ? touchent-elles le public visé ?
- Le grand public est-il associé à la prise de décision ? comment est-il représenté dans les instances de gouvernance ? à quel niveau (gouvernance des politiques de l'eau, projets ad hoc ...) ? comment s'organise l'articulation entre les dispositifs de consultation à ces différents niveaux ? cela est-il satisfaisant et compatible avec les règles de gouvernances actuelles ?
- Les objectifs en matière d'information, éducation et consultation sont-ils bien définis ? atteints ? Quel(s) moyen(s) sont mis en place pour mesurer l'impact de ces mesures de consultation /information ?
- Les dispositifs et actions mis en place permettent-ils de :
 - dialoguer efficacement avec le grand public afin de construire des politiques et des projets qui prennent en compte les usages et les comportements ?
 - expliquer les enjeux des politiques de l'eau et en développer l'appropriation afin d'en assurer la mise en œuvre efficace, en particulier lorsque ces politiques dépendent de variables comportementales ?
 - développer la bonne compréhension des orientations prises et le caractère consensuel des politiques de l'eau ?
- Quels sont les freins / blocages / manques existants ?

3-Actions à mener et perspectives d'évolution

Au regard des cibles et objectifs fixés et du diagnostic de l'existant :

- Y a-t-il des politiques de l'eau à cibler particulièrement ? (SDAGE, SAGE, GEMAPI, tarification/financement, projets ad hoc...) Des territoires à cibler particulièrement ?
- Y a-t-il des actions à mettre en place pour renforcer la transparence des instances de gouvernance et leur caractère démocratique, sans en modifier les règles ?
- Dans quel cadre est-il pertinent d'agir et comment (ateliers, campagnes d'info, réseaux sociaux etc...) ?
 - Réseaux de la petite enfance
 - Cadre scolaire / péri-scolaire et enseignement supérieur
 - Dans le logement
 - Au travail
 - Lieux commerciaux / de tourisme / de loisir
 - Lieux / établissements sociaux
 - Lieux / établissements de santé
 - Lieux / établissements culturels

- Quels sont les moyens disponibles et relais existants / à développer ? (humains, financiers, matériels, gouvernance ...)
- Quelles sont les sources de données existantes ou à mettre en place (observatoires...) ?
- Y a-t-il des actions à mettre en place ou mutualiser au niveau national selon vous ? y a-t-il une articulation nécessaire entre les bassins et le niveau national ?
- Quelle articulation pourrait / devrait être mise en place avec les autres politiques publiques : énergie, mobilité, adaptation, santé, biodiversité ...